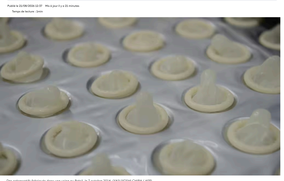
Des dizaines de milliers de préservatifs "non conformes" vendus en France ces derniers mois, les autorités recommandent des dépistages et tests de grossesse

L'alerte concerne des préservatifs vendus en ligne mais également en pharmacie ou dans d'autres commerces.

Ne plus faire 73 commentaires

Franceinfo avec AFP
France Télévisions

Publié le 04 Mai 2026 22:07 Mis à jour il y a 16 minutes
Temps de lecture : 2min



Des préservatifs fabriqués dans une usine au Brésil, le 7 octobre 2014. (YASUYOSHI CHIBA / AFP)

Une trentaine de références de préservatifs non conformes, vendues en ligne, en pharmacie ou dans d'autres commerces ces derniers mois, sont susceptibles d'entraîner des grossesses non désirées ou des infections sexuellement transmissibles (IST), alertent la Répression des fraudes et le ministère de la Santé, vendredi 21 août.

Environ un million de boîtes, soit *"plus de 49 000 préservatifs"* non conformes, ont notamment été écoulées sur internet, *"en majorité"* via des distributeurs "boostpuce", précise leur communiqué. Les préservatifs identifiés sont dépourvus d'un marquage CE ou de toute évaluation de conformité européenne, et *"pour le plupart, d'un emballage en langue française"*, précisent la DGCCRF et la direction générale de la santé (DGS) du ministère.

Des contrôles en magasins et pharmacie ont aussi permis d'identifier *"deux références"* des préservatifs ayant obtenu le marquage CE mais non conformes, du fait d'un *"risque d'éclatement"* pour l'une et de *"la présence de perforations"* pour l'autre. Quelque *"260 000 unités"* ont fait l'objet de *"rappels bénéfs fin mai et début août"*, est-il précisé dans ce communiqué.

Selon le site Rappel Conso, les marques concernées sont Friday Ever (La Préservatif), Okamoto (003 et 002), Sagami (Sagami Original 002, vendu sur Amazon et Ma Lube, dont les produits sont commercialisés sur Amazon, en pharmacie et par diverses enseignes (Nuoxo, Mademoiselle Bio, Monoprix, Aparature, Passage du Désir).

Des dépistages et tests de grossesse recommandés

Des préservatifs non conformes peuvent *"présenter des risques graves pour la santé et la sécurité des utilisateurs : infections sexuellement transmissibles, grossesses non désirées"*, les autorités recommandant aux consommateurs ayant utilisé ces préservatifs de faire un dépistage des infections sexuellement transmissibles et de réaliser un test de grossesse, si un retard de règles est constaté.

Les plateformes en ligne sont elle enjointes de *"supprimer immédiatement les annonces"* des produits concernés et d'informer les vendeurs tiers. *"Pluistarz"* se sont *"engagées à examiner leurs systèmes de vérification et leurs règles de filtrage"* sur ces produits.

Dans leur communiqué, la Répression des fraudes et la DGS invitent les consommateurs achetant des préservatifs en ligne à bien veiller à *"l'identité et à la fiabilité du vendeur"*, à *"la présence du marquage CE apposé par le fabricant"* et *"d'une notice d'utilisation en français"*, mais aussi à *"tilter de l'emballage et la date de péremption"*.

73 commentaires partager

Vous pouvez désormais **privilégier l'affichage des articles de Franceinfo** dans les résultats de recherche Google. Comment ça marche ?

ajouter comme source préférée

Sur le même thème

L'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo "progresse de façon exponentielle", alerte l'ONU

Sous le plaga, les bactéries !

"Rien n'est encore chiffré" : les malades salvant l'abandon du doublement des franchises médicales mais redoutent toujours une hausse

Lisieux/Vigo

"Si on veut accueillir plus de patients, il faut pouvoir déléguer" : à Lyon, un hôpital psychiatrique donne de l'autonomie aux infirmiers

Franchises médicales : "Il faut que le gouvernement renonce à toute augmentation", estime la CGT

La Quotidienne Santé
Retrouvez tous les jours à 19h notre sélection de contenus "santé"
tous les jours à 19h

s'inscrire à la newsletter

les mots-clés associés à cet article

Santé Eco / Conso

contenus sponsorisés

Découvrez l'application franceinfo

Toute l'actu en direct et en continu, où et quand vous voulez.

- Sauvegardez vos articles à lire plus tard
- Recevez les alertes uniquement sur ce qui vous intéresse

Télécharger l'application

toute l'actu dès 7h30

Votre adresse e-mail

s'inscrire

France Télévisions utilise votre adresse e-mail pour vous adresser la newsletter "Toute l'actu à 7h30" et offre aux sociétés d'être personnalisée. En vous inscrivant à nos newsletters, vous consentez également à l'utilisation de votre adresse e-mail de la part de tiers tiquants. En savoir plus

Notre politique de confidentialité

le live
direct tv
direct radio

Retrouvez aussi

La radio

Les jeux

Politique de confidentialité
Cookies et mentions légales
Gérer vos cookies
Plan du site
Conditions générales
Qui sommes-nous
Nous contacter
Accessibilité (partiellement conforme)
Charte déontologique
Charte du lurk
Annoncer sur
Devenir annonceur
Recrutement